



DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

devant les Laboratoires Internationaux de Recherche

Palais de l'Élysée - Vendredi 5 Juin 2009

Mesdames les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Laboratoires Internationaux de Recherche,
Messieurs les Présidents et Directeurs Généraux du G5
Monsieur le Président de l'INSERM, cher André Syrota
Monsieur l'Administrateur Général du CEA, cher Bernard Bigot,
Madame la Présidente du CNRS, chère Catherine Bréchnignac,
Messieurs les Professeurs,
Mesdames, Messieurs,

Le monde ne sera jamais plus comme avant la crise que nous traversons. La croissance ne reposera jamais plus sur les seules productions et consommation de biens et de services, toujours plus vite obsolètes à mesure que progressent les connaissances. La croissance reposera désormais sur la formation des jeunes, sur la recherche et sur l'innovation.

Les Etats qui relèveront les défis de demain, sont ceux qui privilégieront la recherche, l'innovation et la formation. C'est cela, l'économie de la connaissance. Ce que je dis n'est pas original mais j'y crois profondément.

Nous avons décidé d'investir massivement dans la recherche et l'enseignement supérieur, parce que le moteur de la croissance réside dans ces domaines. Un milliard d'euros est chaque année, ajouté pendant cinq ans au budget des universités et ce sont 800 millions d'euros par ailleurs qui, chaque année, pendant cinq ans, complètent le budget de la recherche.

Mais ajouter des moyens c'est nécessaire mais cela ne suffit pas !

Il nous fallait nous réorganiser !

Nous réformer en profondeur.

Restructurer notre recherche publique, qui compte tant de talents et dont les potentialités sont très grandes.

Il a fallu professionnaliser nos structures de valorisation. Il faut le faire encore.

Il faut apprendre à mieux coopérer avec la recherche privée.

Une grande nation doit d'attirer ou retenir les meilleurs chercheurs et les entreprises les plus dynamiques.

Si j'ai voulu vous recevoir aujourd'hui, vous, les patrons de la Recherche et du Développement des Laboratoires Internationaux de Recherche Pharmaceutique, c'est parce que j'apprécie votre pragmatisme, votre audace, votre esprit d'entreprise.

Mais je vous dois la vérité. Je vous ai convié pour vous dire où nous en sommes,

Pour vous convaincre que la France change. Pour vous inviter à porter sur cette France là, un regard nouveau et un regard confiant. Je vous ai invités pour vous proposer d'être des partenaires face aux défis qui s'annoncent.



Je voulais que vous rencontriez de grands médecins, de grands chercheurs français tous prêts à travailler avec vous !

J'ai voulu associer à cette journée les cinq acteurs majeurs de l'industrie pharmaceutique française, européenne et mondiale qui forment le G5 : Ipsen, LFB, Pierre Fabre, Sanofi Aventis et Servier.

Héritier d'une longue tradition, le G5 fait de la recherche une priorité. Il fait du renforcement de sa compétitivité un impératif, du maintien de ses centres de décision en France, un principe.

Avec 11% du budget de R&D de l'industrie pharmaceutique mondiale, le G5 est un moteur pour la croissance économique française. Avec 25.000 personnes consacrées à la recherche et au développement, dont 12.000 en France, le G5 contribue à l'emploi, et pour nous c'est un sujet central.

Voilà pourquoi une journée comme celle-ci ne pouvait se concevoir sans vous, les présidents et directeurs généraux du G5 !

Je m'engage aujourd'hui, à faire en sorte que les industries de santé deviennent un axe majeur de la compétitivité de la France. Les enjeux socio-économiques sont gigantesques.

Une instance européenne a récemment chiffré à 390 milliards d'euros par an le coût des maladies du cerveau en Europe, dont 55 milliards d'euros par an pour la seule maladie d'Alzheimer !

J'ai annoncé le 1^{er} février 2008 le lancement du Plan Alzheimer français : 1,6 milliard d'euros sur cinq ans. Le Plan prévoit la création d'une Fondation de Coopération Scientifique à laquelle plusieurs entreprises du G5 et du LIR se sont immédiatement associées.

C'est pour parler des maladies du système nerveux, et notamment d'Alzheimer, que vous êtes réunis.

C'est un défi politique, sociétal, économique, sanitaire sans précédent.

Nous voulions vous faire connaître les meilleures équipes de recherche françaises dans le domaine des neurosciences.

Nous voulions vous faire connaître les plateformes nationales, comme Neurospin, MIRCen et l'Institut du Cerveau et de la Moelle.

Nous voulions vous faire connaître le Crédit Impôt Recherche. Savez-vous qu'en France maintenant il y a le système fiscal le plus attractif au monde. Mais, en plus du plaisir qui est le mien de vous accueillir, je dois vous dire que j'ai aujourd'hui un autre motif de satisfaction...

Vous êtes conviés, non plus par l'un des multiples organismes ou agences qui composaient le paysage atomisé de la recherche biomédicale française il y a de cela, chère Valérie, moins de deux ans.

Non, vous êtes conviés aujourd'hui à l'initiative de l'INSERM, et d'André Syrota, son président, par l'Alliance des Sciences du Vivant et de la Santé.

L'Alliance fédère désormais tous les acteurs publics de la recherche biomédicale française, INSERM, le CNRS, le CEA, l'INRA et l'Institut Pasteur. C'était l'une des recommandations du rapport Zerhouni. Je ne vous remercierai, M. Zerhouni, jamais assez. C'est fait, vous nous l'aviez recommandé, c'est fait, la France change, maintenant elle fait ce qu'elle dit.

Organisée en 10 instituts thématiques multi-organismes sans murs - dont l'Institut de Neurosciences - l'Alliance a vocation à jouer, à la manière du NIH aux USA, un rôle central dans l'animation, la programmation et le financement de la recherche sur projets par l'Agence Nationale de la Recherche.

M. Zehrouni, je vous le dis, nous mettrons en œuvre, non pas quelques-unes de vos recommandations, mais toutes, vous comprenez bien, toutes les recommandations de votre rapport. Car toutes sont vitales pour le renouveau de la recherche biomédicale.

Permettez-moi encore une fois de vous remercier, cher Elias, pour votre contribution.

Vous comprenez bien qu'il ne s'agit pas pour nous de « démanteler » les organismes de recherche.

Il s'agit simplement de rappeler que « nul ne peut être juge et partie ».

Nul ne peut être celui qui décide d'une orientation, qui la finance, qui la met en œuvre et qui finalement l'évalue.

Cela ne se fait plus nulle part dans le monde.

Nous sommes déterminés à distinguer désormais clairement :

- les missions de coordination stratégique de la recherche biomédicale, dévolue à l'Alliance,
- les missions d'évaluation de la recherche, dévolues à l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, l'AERES,



- et les missions d'opérateurs de la recherche, dévolues aussi aux universités.

Et vous voyez cette chose incroyable : la France est capable de changer, de se réformer, sans drame.

Pour faire de la recherche le moteur de la croissance, il nous fallait restructurer notre recherche publique. Nous l'avons fait.

Il fallait donner l'autonomie, pour nos grandes universités de recherche, pour que ces universités puissent avoir la liberté de décider les meilleures stratégies scientifiques avec leurs partenaires. Nous l'avons fait.

Est-ce que vous nous avez vus reculer ?

Ce n'est pas très original. C'est fait.

Dans tous les grands pays industrialisés du monde, les universités sont autonomes depuis des années.

Dans tous les grands pays industrialisés du monde, les universités sont autonomes depuis des années.

Eh bien, les universités françaises le sont maintenant.

Je dis maintenant à nos chercheurs en qui je fonde tant d'espérance : il nous faut apprendre à mieux coopérer avec la recherche privée.

Et pour coopérer, il faut mieux se connaître, mieux se comprendre.

Je voudrais, moi aussi, être davantage à votre écoute, vous les responsables des grands laboratoires pharmaceutiques.

Je voudrais mieux vous comprendre et vous savez pourquoi je veux mieux vous comprendre ? Parce que je veux mieux vous aider, parce que c'est capital pour l'avenir de notre pays et de notre croissance.

Recherche publique et recherche privée ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Elles sont complémentaires.

Une recherche publique de qualité attire les industriels. Des industriels forts, bien implantés dans des pôles de compétitivité français deviennent à leur tour des partenaires actifs pour la recherche publique.

Pour autant, l'industrie pharmaceutique devra relever de nombreux défis dans les prochaines années.

Et rien n'est acquis ! Je le sais bien.

Il n'y a pas d'un côté la recherche publique, aux pesanteurs légendaires, et de l'autre l'industrie pharmaceutique prospère et dynamique. L'industrie pharmaceutique connaît aussi des difficultés voire une certaine perte de productivité. Ce déclin est attesté par la réduction du nombre de nouveaux médicaments lancés sur le marché, depuis l'Europe en particulier. Ce n'est faire de reproche à personne, c'est simplement regarder la réalité telle qu'elle est.

Ce déclin, me dites-vous, n'est pas quantitatif. Il est qualitatif, par manque d'adéquation aux nouveaux besoins.

De fait, pour beaucoup de maladies communes, comme le diabète, ou l'hypertension artérielle, les besoins sont déjà satisfaits par les traitements existants, à des coûts relativement modestes.

Les nouveaux besoins sont ailleurs : les cancers, les maladies neurologiques, la maladie d'Alzheimer, les maladies émergentes, le SIDA, les maladies rares.

Comme il faut 10 ans pour développer une nouvelle molécule, j'en conclus que les médicaments à l'essai aujourd'hui ont été conçus au siècle dernier. Au XX^e siècle. Nous sommes au XXI^e siècle.

De surcroît, au nom du principe de précaution, tout nouveau produit doit avoir fait la preuve de son innocuité, d'où des essais cliniques plus longs et donc une pénétration sur le marché plus lente.

Les conséquences, on les connaît.

Moins de nouvelles molécules arrivent sur le marché : vous parlez « d'attrition », je crois...

Les dépenses de Recherche sont devenues tellement importantes qu'elles rendent aléatoires les bénéfices des entreprises. Les chiffres d'affaires décollent lentement, les bénéfices sont plus faibles et les protections plus courtes.

Le déremboursement guette, dès qu'apparaît un générique dans la même classe de médicaments.



Devant la complexité croissante de l'innovation thérapeutique, il faut une coopération plus étroite entre recherche publique et recherche privée. C'est possible. Nous avons bien su le faire pour l'industrie aéronautique, pour le nucléaire civil. Pourquoi ne pas le faire dans les mêmes conditions pour l'industrie pharmaceutique ?

Par votre potentiel d'innovation, vous avez un double impact économique : sur la croissance et sur l'amélioration de la santé des populations...

Les pistes d'avenir existent : vous allez, m'avez-vous dit, concentrer vos recherches sur les maladies dont les traitements sont inexistantes ou non satisfaisants.

Vous fondez sur l'informatique et la génomique individuelle, vous allez passer d'une médecine collective à une médecine personnalisée.

Vous saurez bientôt accroître la tolérance et l'efficacité des traitements par l'identification des groupes de patients qui répondent aux traitements. C'est déjà le cas de la chimiothérapie de plusieurs cancers.

Enfin, avec de nouvelles classes de médicaments issus des biotechnologies et avec les cellules souches adultes, vous allez contribuer de manière décisive à l'essor de la médecine régénératrice et réparatrice.

De ces médicaments de demain, vous attendez moins d'imprévus, moins d'effets secondaires et une plus longue durée de vie sur le marché. Il faut que nous discutions conjointement de l'avenir de l'industrie pharmaceutique en France.

Il faut que des réponses soient élaborées ensemble par le Gouvernement et les entreprises.

Je souhaite que le Conseil Stratégique des Industries de Santé se réunisse dans les tout prochains jours pour décider de mesures concrètes.

Alors, après les engagements que j'ai pris devant vous, permettez-moi de faire un double vœu !

Que vous réussissiez dans vos projets de recherche, et que cette journée voie aussi émerger des projets concrets entre vous !

Pour Alzheimer ou pour toute autre maladie neurologique !

Pour des programmes de recherche conjoints, des essais cliniques communs, des projets de mobilité entre les universités et l'industrie sur l'une de nos grandes plates-formes ou dans nos Instituts Hospitalo-universitaires, proposés par la Commission Marescaux pour identifier l'excellence en recherche biomédicale.

En un mot, je voudrais que vous puissiez nouer avec la France des rapports privilégiés. Et que les esprits chagrins ne me disent pas que la recherche en santé sera désormais pilotée par les besoins de l'économie.

Que l'on ne me dise pas que je veux réduire la recherche biomédicale à ses seules applications. Que l'on ne me dise pas que je veux assujettir nos universités aux lois du marché. Il ne s'agit pas de cela ! Je sais bien que les grandes découvertes de la science sont fortuites. Qu'elles n'étaient pas inscrites dans un programme de recherche conçu à l'avance. Mais justement, en offrant l'autonomie aux universités, nous avons libéré les énergies, desserré le carcan du conformisme. Nous en avons fini avec la diabolisation dont le monde industriel a longtemps été l'objet chez certains.

Je ne voudrais plus lire, sous la plume d'un journaliste économique français réputé, « *qu'en France, pour être bon chercheur, il faut être pauvre et refuser obstinément de parler aux industriels* ». Voilà ce que l'on écrivait dans la vieille France et ce que l'on ne peut plus écrire aujourd'hui.

Je voudrais au contraire permettre aux chercheurs de participer pleinement à l'économie de la connaissance.

Je voudrais faire de nos Universités des lieux de fertilisation croisée avec les entreprises, de véritables intégrateurs territoriaux de la formation, de la recherche et de ses applications.

L'innovation, la valorisation, ont besoin de proximité, de flexibilité et de réactivité. Est-ce que vous avez compris que je veux vous aider ? Que le gouvernement est tout entier mobilisé. A quoi cela servirait-il d'avoir le meilleur système de protection sociale si en même temps on décourageait les chercheurs, les laboratoires, de trouver des molécules, des nouveaux traitements. A quoi cela sert-il d'être le pays à la qualité de la vie la plus agréable au monde si on ne peut plus y travailler ? Si on ne



peut pas y réfléchir ? Si on ne peut plus créer ? Si on ne peut plus vivre sa passion ? Et nous sommes en train de bouger les choses. Je ne m'arrêterai pas en chemin. Je veux que chacun le comprenne bien.

La France change depuis deux ans, elle va continuer à changer. Et aucun immobilisme, aucun conformisme ne nous arrêtera. Parce que la seule chose qui compte, c'est l'intérêt général. On rentre dans l'économie de la connaissance, la France ne peut pas être étrangère à cette économie. Vous êtes l'expression de cette connaissance. En ciblant les industries de la santé, j'ai voulu montrer, aux côtés de Christine LAGARDE et de Valérie PECRESSE, que les industries de la santé et la recherche biomédicale sont un secteur économique stratégique pour nous, au même titre que l'énergie, que la communication que l'automobile ou la finance. C'est stratégique.

Donc, définissez entre vous, définissez avec les ministres ce dont vous avez besoin. Pour les étrangers, installez de nouveaux laboratoires en France. Vous êtes les bienvenus. Pour les Français, arrêtez de penser que c'est en installant à l'étranger de nouveaux laboratoires que vous aurez les meilleures conditions. C'est faux !

Et pour nous, soyons plus attentifs à vos demandes, à vos problèmes, à vos difficultés. Pour vous aussi, travaillez ensemble ; ayez un autre regard sur nos universités qui sont en train de changer. Ayez un autre regard sur nos établissements publics qui sont remplis de femmes et d'hommes de très grande qualité. Est-ce que vous l'avez bien compris ? La France a une volonté et une ambition dans le domaine qui est le vôtre, la France sera le pays le plus accueillant au monde.

Si vous le voulez bien, on se reverra chaque année et chaque année ce sera l'occasion pour vous de vérifier si j'ai fait ce que j'ai dit. Et moi aussi de mon côté, je vérifierai si ce que je vous ai demandé, vous l'avez fait.

Merci à tous.